

LE COMMENTAIRE

de Augustin Landier
et David Thesmar

Il faut une doctrine claire pour la politique industrielle

L'année 2013 va forcer le gouvernement à concrétiser un certain nombre d'idées vagues. Parmi elles, celle de la politique industrielle. Avec la création d'un ministère du Redressement productif, François Hollande avait voulu affirmer sa foi dans le volontarisme de l'Etat stratège. Pour l'instant, les implications concrètes se sont réduites à des pressions gouvernementales sur les fermetures de sites symboliques, qui, à défaut d'effets réels, ont montré l'absence complète de doctrine en matière de politique industrielle. Or, sans boussole pour contraindre et guider le décideur politique, le triple risque d'une gabegie budgétaire, d'une instrumentalisation par les grands groupes et d'une interférence toxique sur l'évolution de notre économie est bien réel.

Il ne s'agit pas de conspuer par principe l'idée d'une politique industrielle. Si, souvent, le marché donne aux entreprises les meilleures incitations à investir, innover et embaucher, il y a en gros deux types de situations où l'intervention publique est nécessaire. D'abord, lorsque les actions d'un agent ont un impact positif ou négatif sur d'autres agents, sans qu'existe de possibilité de transaction, intérêts privés et intérêt public divergent. En présence de ces externalités (par exemple dans le cas de l'innovation), l'Etat doit modifier les incitations données par le marché. L'intervention publique est également nécessaire dans les secteurs à forts coûts fixes, qui conduisent à des situations de fort pouvoir de mono-

pole, ou à un sous-investissement chronique. Il revient donc à l'Etat d'organiser le développement d'infrastructures qui ont un rôle positif sur le reste des activités économiques et leur accessibilité à un prix raisonnable.

Cette feuille de route est assez éloignée de la politique industrielle que dessine le discours gouvernemental. La tentative de sauvetage systématique

L'Etat doit limiter ses subventions dans le temps et les soumettre à une évaluation fréquente.

des canards boiteux médiatiques témoigne plus d'une volonté de préserver une France industrielle vintage que d'une vision stratégique. En particulier, l'insistance sur l'industrie n'a pas de fondement économique. Opposer industrie et service est devenu arbitraire dans un monde où les industriels créent l'essentiel de leur valeur dans les services et l'immatériel et où le numérique, qui ne produit pas de bien tangible, est pourtant grand employeur d'ingénieurs. Enfin, on ne peut que s'inquiéter du ton favorable aux grands groupes qui s'exprime par une critique appuyée des régulateurs indépendants (Arcep, Autorité de la concurrence) : le risque est grand de voir le volontarisme de l'Etat rapidement instrumentalisé par les grandes entreprises, désireuses de limiter la concurrence et d'augmenter leurs subventions.

Une politique industrielle cohérente doit reposer sur trois piliers. Premièrement, pour éviter le gâchis et la capture par les intérêts particuliers, l'Etat doit limiter ses subventions dans le temps et les soumettre à une évaluation fréquente et transparente. Par exemple, la politique d'investissement de la CDC et du FSI doit être publiquement détaillée et sa performance reportée suivant des standards qui permettent de l'analyser facilement ; les résultats des financements au titre du grand emprunt doivent être rendus publics. Deuxièmement, l'Etat doit prendre en charge la gestion des monopoles naturels. Par exemple, le déploiement de la fibre optique dans tout le pays, si on juge qu'il est d'intérêt collectif, doit être financé par la puissance publique. Enfin, l'Etat doit agir sur les secteurs qui exercent de fortes externalités sur le reste de l'économie, comme la santé, l'éducation, ou les réseaux. Concrètement, il s'agit moins de financer la R & D des grands groupes, qui ont les moyens d'investir et pour politique de protéger l'innovation, que de permettre aux PME de financer leur R & D et aux universités de produire et diffuser une connaissance gratuite et infiniment réutilisable. Notre pays a besoin d'une politique industrielle corrigeant les défaillances du marché et fondée sur l'évaluation en continu, pas d'un interventionnisme brouillon au service des intérêts particuliers.

Augustin Landier est professeur de finance à la Toulouse School of Economics ; **David Thesmar** est professeur à HEC.